

Entretien avec Mohamed MADOUÏ

### **L'école pourrait mieux tenir ses promesses d'intégration**

*La course aux diplômes n'épargne même pas « l'école de la seconde chance » qu'est le CNAM. Pourtant les diplômés ne garantissent plus l'insertion professionnelle. Ceux qui croyaient que réussir à l'école c'était prouver son intégration et s'assurer un brillant avenir sont aussi victimes du chômage. C'est cette désillusion qui génère la plus profonde remise en question d'une institution sclérosée, incapable de s'adapter à la richesse d'une société multiculturelle.*

**Cosmopolitiques :** Vous enseignez la sociologie du travail au Conservatoire National des Arts et Métiers, et vos recherches portent entre autres sur la sociologie de l'immigration. En quoi le CNAM est-il un établissement d'enseignement particulier ?

**Mohamed Madoui :** Le CNAM a été créé en 1793 par l'abbé Grégoire, en pleine révolution industrielle. Son idée était qu'il fallait que ceux qui détiennent le savoir technique le partagent avec ceux qui n'avaient pas eu la chance d'y accéder, selon sa célèbre formule « Omnes Docet », c'est à dire « enseignez à tous ». J'ai un attachement affectif à cet établissement, où des ingénieurs et des techniciens venaient bénévolement le soir après leur journée de travail, enseigner aux ouvriers les premiers rudiments de connaissance technique, pour qu'ils puissent comprendre le monde industriel en train de tout bouleverser autour d'eux. C'était très noble, ce don de soi de ces enseignants. Le CNAM est resté un établissement de promotion sociale, c'est un peu l'école de la seconde chance. On peut s'y inscrire sans condition de diplôme, pourvu qu'on ait une expérience professionnelle de deux ou trois ans. C'est à partir du moment où le CNAM est passé sous tutelle de l'éducation nationale que sont apparus les premiers diplômes homologués. Alors, parmi les auditeurs (c'est comme cela qu'on surnomme les étudiants), deux démarches ont coexisté, celle de l'actualisation des connaissances, pour le plaisir d'apprendre, et celle de la seconde chance, pour obtenir un diplôme et augmenter ses chances d'insertion et de promotion sociales. Actuellement c'est surtout la recherche de formations diplômantes qui prévaut, à l'instar de ce qui marque toute la société française, dans cette course endiablée à l'obtention de diplômes.

**Cosmopolitiques :** En quoi le CNAM est-il différent des universités ouvertes à tous ?

**Mohamed Madoui :** La particularité du CNAM, c'est d'abord d'être, comme je viens de le dire, un établissement de promotion sociale et ensuite de permettre à chaque auditeur de progresser à son rythme. Certains mettent dix ans à obtenir leur diplôme. Ce n'est pas qu'ils prennent leur temps. Bien au contraire, le temps est une contrainte très fortement ressentie par les auditeurs, car près de 70% d'entre eux se partagent entre leur activité professionnelle et leurs cours de formation continue. Au quotidien, c'est très lourd à gérer et de surcroît certains ont aussi en plus des contraintes familiales. Mais l'une des raisons du succès du CNAM tient sans doute à son engagement à demeurer une référence incontestable en matière d'adaptation de la formation à la demande sociale. Une adaptation qui passe entre autres par le renforcement et le développement de la validation des acquis de l'expérience comme axe fondamental de la réforme de la formation professionnelle. Le CNAM est d'ailleurs l'un des tous premiers établissements à mettre en place des procédures de validation des acquis professionnels pour adapter et repenser son offre de formation de façon à la rendre plus conforme aux besoins de ce type de public non seulement en termes d'objectifs et de contenus

mais également en termes d'organisation pédagogique: individualisation des parcours, projet personnel et professionnel, modularisation de la formation, formation courte diplômante, auto-formation, formation ouverte et à distance, etc.

**Cosmopolitiques :** Est-ce que ce sont uniquement les auditeurs qui font le lien avec le monde du travail alors que les enseignants proviennent essentiellement du monde universitaire et académique?

**Mohamed Madoui :** Traditionnellement le CNAM entretient des relations privilégiées avec le monde de l'entreprise et une partie de ses enseignants vient justement du milieu professionnel pourvu qu'ils justifient d'une expérience significative et de compétences reconnues. Il y a également beaucoup d'enseignants qui interviennent dans les formations du CNAM et qui viennent du monde professionnel comme les ingénieurs ou les cadres supérieurs. C'est aussi très intéressant d'avoir des auditeurs qui viennent du monde du travail, du secteur public ou privé, et qui vous renvoient à des réalités qui sont parfois aux antipodes des théories qu'on leur présente. C'est là aussi l'intérêt d'enseigner au CNAM où les auditeurs du fait qu'ils sont eux-mêmes acteurs de leurs entreprises nous ramènent à des réalités concrètes et permettent aux enseignants de revoir parfois leur propre enseignement ou du moins de l'actualiser. Quand on insère un adulte avec un capital d'expérience dans un processus de formation, il s'agit pour les enseignants de renouveler leurs stratégies pédagogiques de façon à s'adapter à ce type de public. Il faut établir une relation individualisée avec les auditeurs. Cela suppose de mettre en place et de construire des parcours de formation plus personnalisés permettant à chacun d'être acteur de sa propre formation et de sa propre éducation et rompre ainsi avec la logique de l'enseignement à sens unique où l'enseignant est chargé de transmettre le savoir et l'étudiant de le recevoir en se contentant de sa simple participation aux cours.

**Cosmopolitiques :** Au regard de vos travaux sur l'intégration professionnelle des populations issues de l'immigration, pensez-vous que réussir à l'école permet de s'intégrer plus facilement dans le monde professionnel ?

**Mohamed Madoui :** Mes travaux se sont surtout attachés à étudier comment la dynamique entrepreneuriale a permis à des personnes issues de l'immigration maghrébine ayant un faible capital culturel, social et économique, de se sortir du chômage et des discriminations à l'embauche. Mais ces discriminations touchent autant les jeunes avec peu ou pas de qualification que ceux dont le niveau de formation est très élevé. Des recherches récentes ont été conduites par des sociologues qui ont souligné la prégnance des discriminations à l'embauche à l'égard des jeunes d'origine maghrébine. Ces mêmes chercheurs ont développé l'analyse d'une organisation structurelle et potentiellement systémique du racisme et de la xénophobie dans le travail en France. A côté des conditions d'habitat, le marché du travail est le lieu privilégié d'expression de la discrimination. La commission consultative des droits de l'homme reconnaît que les jeunes, enfants d'immigrés, sont les plus touchés par le racisme. Ce qui est nouveau, c'est que la discrimination ne concerne pas seulement le travailleur immigré mais frappe le plus souvent son enfant, de nationalité française, passé par l'école de la République. Cette discrimination remet en cause à mon sens le processus qui permettait aux enfants d'immigrés d'espérer une mobilité sociale ascendante leur évitant d'avoir à occuper des postes d'ouvriers tout en bas de l'échelle sociale qu'avaient eu à subir leurs parents.

En effet, jusqu'au début des années 80 c'est l'école, et non pas le travail, qui a été considérée comme principal mode d'intégration, avec l'apprentissage du français, l'assimilation culturelle

etc. Dans les familles maghrébines, l'école était idéalisée par les parents, et les enfants à même de suivre un cursus « classique » ont été encouragés pour aller le plus loin possible dans leurs études. J'ai ainsi plusieurs étudiants très brillants, qui ont déjà beaucoup de diplômes, mais qui viennent au CNAM, à la différence des autres, sans expérience professionnelle, car même les stages en entreprise leur sont refusés. Il y a quelques exemples de réussite, mais ils restent l'exception. La discrimination est un phénomène très diffus, elle est liée tout autant à des représentations héritées de la guerre d'Algérie qu'au traitement médiatique des problèmes de sécurité dans les banlieues. L'immigration maghrébine est pensée essentiellement en rapport avec les problèmes sociaux. Dès lors, les discriminations sont porteuses de frustration, car elles sont toujours très difficiles à prouver. Il est très difficile pour les jeunes issus de l'immigration de se faire une place sans payer le prix fort pour une intégration réussie.

**Cosmopolitiques :** Est-ce que l'on reproche à l'école de n'avoir pas tenu ses promesses d'intégration ou d'insertion professionnelle?

**Mohamed Madoui :** Il faut justement rester très vigilant quant à l'usage de ces notions d'assimilation, d'intégration ou d'insertion. Pourquoi devrait-on demander à l'école de garantir une intégration professionnelle ? C'est parce que la détention d'un diplôme n'est plus une condition d'accès au marché du travail? Avec la massification scolaire, cet objectif de 80% d'une tranche d'âge décrochant le bac, on a obtenu un effet contraire à celui escompté, avec une dévalorisation des études et des diplômes. Et aussi une aggravation des inégalités entre ceux dont les parents ont les moyens de payer une grande école, et ceux qui atterrissent bon gré mal gré à l'Université, et qui ont du mal s'insérer professionnellement après, non seulement parce que leur diplôme est moins valorisé mais aussi parce que les grandes écoles ont des réseaux d'anciens élèves très efficaces pour proposer des stages, et ensuite recruter.

**Cosmopolitiques :** Est-ce qu'au regard des communautés d'origine il y a un rapport différent à l'école et au monde du travail ?

**Mohamed Madoui :** Tout à fait. Des études ont comparé les stratégies d'intégration de jeunes issus de l'immigration portugaise, et de jeunes issus de l'immigration maghrébine. Je pense notamment aux travaux de Michelle Tribalat<sup>1</sup> qui souligne que les jeunes issus de l'immigration maghrébine commencent très souvent leur vie active par une période de chômage plus que les enfants de Portugais ou d'Espagnols de condition sociale et de niveau scolaire équivalents. D'autres études conduites sous l'égide de l'INSEE confirment ce constat et soulignent que dans les quartiers étudiés seulement 26% des titulaires du Bac général d'origine maghrébine ont accès à l'emploi, contre 51% des personnes d'autre origine, c'est à dire, d'origine française. Et cet écart se creuse sur certains quartiers des grands centres urbains comme Lille par exemple où ce taux tombe à 19%. En allant un peu plus loin dans ces analyses sur l'écart existant entre le niveau de diplôme acquis et le taux d'employabilité, j'estime en effet la situation très préoccupante en France où les populations d'origine maghrébine sont en moyenne souvent plus diplômées que les autres mais en revanche réussissent moins bien à trouver un emploi. Nos enquêtes de terrain relèvent non seulement un flagrant écart entre le niveau de diplôme acquis et le taux d'employabilité mais aussi entre le diplôme acquis et la qualité de l'emploi occupé. A cela s'ajoute le fait que les jeunes issus de l'immigration portugaise par exemple intègrent plus facilement le monde du travail, parce qu'ils vont bénéficier d'un réseau familial structuré, notamment dans le monde de l'artisanat. Les parents ont tendance à peser sur l'orientation professionnelle de leurs enfants. Alors que les parents des familles maghrébines s'en remettent totalement à l'école pour orienter leurs enfants.

---

<sup>1</sup> Faire France, La découverte, Paris, 1995.

**Cosmopolitiques :** Cette confiance dans l'école pour orienter les enfants est-elle suffisamment prise en compte par les conseillers d'orientation?

**Mohamed Madoui :** Non, pas du tout. Il y a un très fort déterminisme dans les orientations proposées. Au lieu de s'intéresser aux capacités de l'enfant, à ses centres d'intérêts, ses ambitions éventuelles, on prend en compte l'origine sociale, le métier des parents, le quartier où l'enfant vit, et les résultats scolaires. Jamais il ne viendrait à un conseiller d'orientation l'idée de démontrer à un jeune maghrébin des cités, qu'il a des qualités qui pourraient faire de lui un très bon militaire, un gendarme ou un cadre supérieur. J'ai découvert récemment qu'il y avait plus de 400 métiers différents, rien que dans l'armée de terre. Il y a une sorte d'appréhension à l'idée d'imaginer l'intégration dans l'armée de jeunes issus de l'immigration. Mais les conseillers d'orientation sont aussi victimes de leurs représentations sociales et historiques. C'est dommage qu'on ne leur parle pas à l'occasion de leur formation, des analyses sociologiques qui ont retracé les trajectoires d'insertion professionnelles des différentes générations d'immigrés, qui passaient en général par la fonction publique à la deuxième génération, et devenaient cadres dans le secteur privé à la troisième génération. Mais il semble y avoir peu de formation professionnelle de manière générale pour les enseignants de l'éducation nationale comme pour les conseillers d'orientation, ce qui explique en partie l'immobilisme de l'institution et son manque de projection et d'anticipation.

**Cosmopolitiques :** Mais vous avez vraiment l'impression qu'il y a peu de fonctionnaires parmi les immigrés maghrébins de la deuxième génération?

**Mohamed Madoui :** Si je regarde autour de moi, c'est l'évidence même. Mais c'est une des limites imposées aux sociologues de l'immigration, que de ne pas pouvoir mener d'enquête par rapport à une cohorte choisie au regard de ses origines. Peut-être la fonction publique ne correspond-elle pas non plus aux ambitions des jeunes issus de l'immigration, qui aspirent à être chef, et non employé, là où leur père était ouvrier. Ce rêve de mobilité sociale remonte loin puisqu'il s'inscrit dans le projet migratoire lui-même. Et puis quelle représentation les jeunes issus d'une cité de banlieue peuvent-ils avoir des fonctionnaires ? Quels fonctionnaires rencontrent-ils ? Les profs ? Les policiers ? Qui a l'occasion de leur parler avec enthousiasme de son métier ? Pourtant, quelqu'un qui leur parlerait de l'intérêt général, de servir l'Etat au sens noble pourrait pourtant les enthousiasmer. Et je suis certain qu'ils seraient des recrues précieuses pour les administrations, ne serait-ce que de par leur connaissance de la langue et de la culture arabes qui peut s'avérer stratégique sur le plan politique, social et économique.

**Cosmopolitiques :** Parlons de l'enseignement des langues justement. L'école a-t-elle tenu ses promesses du point de vue de l'intégration ? Pourquoi se développent les revendications des différentes communautés pour que soit proposé à leurs enfants, dès l'école maternelle, un enseignement de leur langue d'origine ?

**Mohamed Madoui :** Le modèle d'intégration à la française par l'école a pour objectif l'intégration des immigrés par assimilation d'un programme commun qui est extrêmement déconnecté des réalités dans lesquelles ces jeunes évoluent en dehors de l'école. Les enseignants dans certaines banlieues ne s'imaginent même pas les conditions de vie de certains de leurs élèves. Certains enfants parlent une autre langue à la maison et sont brutalement confrontés à un apprentissage du français qui est de fait une langue étrangère. D'ailleurs certains ne parleront jamais ni leur langue maternelle, ni le français. Pourtant l'apprentissage d'une langue est une grande richesse. Il faudrait que l'éducation nationale s'ouvre à cette réalité du XXI<sup>e</sup> siècle, d'une société multi-ethnique et multi-culturelle. Ce que souhaiteraient les différentes communautés, c'est que l'on reconnaisse leur apport à la société

dans laquelle on vit. Par exemple que l'on évoque l'apport de la culture arabe au savoir universel grâce aux mathématiques, à l'algèbre, à l'architecture, etc. et non pas seulement à l'image des arabes arrêtés par Charles Martel à Poitiers. On ne demande pas un enseignement différencié, mais un programme qui permette aux enfants de ne pas avoir honte de leurs origines, de leur histoire, de leur langue maternelle, de leur culture réduite par le sens commun à quelques clichés et autres stéréotypes historiquement construits.

**Cosmopolitiques :** Lorsque j'ai appris qu'il y avait des cours d'arabe dans l'école maternelle où va ma petite fille, j'ai été très intéressée, et j'ai demandé si elle pouvait elle aussi y assister. On m'a répondu non. Pourquoi?

**Mohamed Madoui :** Parce que l'éducation nationale a démissionné de cette ouverture sur la réalité de notre société qui compte plus de 7 millions d'immigrés de confession musulmane dont une majorité de maghrébins. Elle n'a de toute façon jamais fait beaucoup d'effort pour s'ouvrir aux autres cultures, et il y a toujours pénurie d'enseignants d'anglais pour l'école élémentaire. Mais pour l'enseignement de la langue arabe, les choses sont encore plus problématiques. L'éducation nationale a accepté que les cours aient lieu dans l'enceinte de l'école, mais elle s'est ôtée tout droit de regard sur ce qui est enseigné en termes de contenu, et sur la qualité de l'enseignant. C'est parce que ce sont les consulats d'Algérie, de Tunisie et du Maroc qui paient les intervenants, que les enfants d'autres nationalités sont exclus. C'est absurde et en même temps dangereux. Il faudrait qu'au lieu de se désintéresser de cette question, l'éducation nationale puisse proposer des cours de langue arabe dispensés par des enseignants formés par en France, à partir de programmes validés par des instances compétentes, et qui seraient ouverts à tous les enfants indépendamment de leur origine. Au lieu de cela, l'enseignement des langues orientales reste réservé à l'enseignement supérieur, et ne concerne qu'une toute petite élite. Du fait de l'immobilisme de l'éducation nationale, les communautarismes vont s'affirmer avec parfois un esprit de concurrence les uns contre les autres. Et la confusion est dangereusement entretenue entre ce qui relève réellement des obscurantismes religieux (intolérance et négation d'autrui) et ce qui permettrait simplement une reconnaissance de l'altérité culturelle, qui est une richesse qui doit être offerte à tous.

*Entretien réalisé par Evelyne Damm Jimenez*